



santé
famille
retraite
services

CAISSE DE MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DES CHARENTES

Mention d'information (n°2021-03)

Traitement dans le cadre d'une étude visant à adapter les dispositifs de promotion du programme d'actions collectives de prévention de CAP Limousin, Poitou, Charentes.

La Mutualité Sociale Agricole des Charentes met en œuvre un traitement automatisé de données à caractère personnel dont la finalité est la réalisation d'un publipostage avec envoi d'un questionnaire dans le cadre d'une étude visant à adapter les dispositifs de promotion du programme d'actions collectives de prévention de CAP Limousin, Poitou, Charentes. Il s'agit de contribuer le plus efficacement à la préservation de l'autonomie des personnes âgées de 55 ans et plus, vivant à domicile. Le programme CAP LPC décline une offre diversifiée de prévention qui s'organise autour d'actions d'information, de conseils et de programmes partenariaux d'actions collectives pour bien vieillir.

Pour permettre la réalisation de cette enquête, les caisses de retraite constituent un échantillon total de 5000 personnes, réparties comme suit : 4000 bénéficiaires CARSAT Centre Ouest et 1000 bénéficiaires pour les 3 caisses de retraite de la MSA.

Le traitement, basé sur l'intérêt légitime, concerne pour la MSA des Charentes 68 personnes âgées de 60 à 79 ans résidant sur les cantons de Tude et Lavalette (Charente) et des 3 Monts (Charente-Maritime).

Les informations traitées sont les suivantes :

- Données d'identification

L'accès aux données est réservé aux agents habilités de la MSA des Charentes.

Les fichiers sont conservés 3 mois.

Conformément aux articles 15 et suivants du Règlement Général à la protection des données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'opposition, de limitation et d'effacement des données qui vous concernent.

Les droits s'exercent sur demande écrite adressée au Directeur Général de la caisse de Mutualité Sociale Agricole des Charentes ou à son Délégué à la protection des données (DPO).

En cas de difficultés dans l'application des droits énoncés ci-dessus, toute personne peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL) 3 Place de Fontenoy TSA – 80715 PARIS CEDEX 07